COMPTE-RENDU DES REUNIONS A BRUXELLES LE 01 JUIN 2006

RESEAU DE COOPERATION DECENTRALISEE POUR LA PALESTINE CITES-UNIES FRANCE

Comme vous le savez, conformément aux engagements pris lors de la dernière Assemblée Générale du RCDP, nous avons eu l'occasion d'organiser le 01 juin dernier à Bruxelles, une rencontre entre plusieurs institutions européennes et les collectivités locales européennes engagées au Proche-Orient.

Etaient présents les réseaux nationaux représentant les collectivités belges (Cités-Unies Belgique), espagnoles (Fonds Catalan), italiennes (Réseau Enti locali Per la Pace) et françaises (RCDP et CUF) qui composent COEPPO (Réseau des Collectivités d'Europe pour la Paix au Proche-Orient)

Rencontre avec la Commission Européenne

Nous avons rencontré pendant une heure et quart un représentant de la DG RELEX, monsieur Jaromir LEVICEK et monsieur David KALLEN, chef de cabinet de madame FERRERO-WALDNER.

Notre conversation a été d'une grande franchise et aucun sujet n'a été écarté.

Nous avons pu faire part à la Commission et à la DG RELEX de notre analyse de la situation et de la prise de position de l'Union Européenne que COEPPO estime contre productive et que nous ne partageons pas.

Ceci étant, nous avons réaffirmé plusieurs points :

- 1) La disponibilité des collectivités locales dans la recherche d'une solution à la crise actuelle dans la mesure de leurs moyens.
- 2) Ecouter la Commission sur la mise en œuvre des nouveaux dispositifs financiers en cours d'élaboration par l'UE et les grands bailleurs de fonds internationaux.
- 3) Dans ces conditions comment intervenir ?
- 4) La possibilité de transiter par le système bancaire aujourd'hui dans la mesure où les mouvements de fonds en direction de la Palestine sont totalement gelés.
- 5) Notre implication dans la longue durée sur la région en travail constant avec les populations.
- 6) Le dialogue et le partenariat permanent avec les collectivités locales israéliennes.
- 7) La mise en place de projets trilatéraux dès que la situation politique le permettra.

8) Notre appartenance à CGLU.

9) L'implication des collectivités locales européennes dans le processus démocratique en Palestine, notamment par l'organisation systématique de mission d'observation internationale lors des élections municipales en Palestine.

10) L'accompagnement des élus locaux palestiniens par les collectivités locales européennes est une réalité.

La présence des collectivités locales est vivement appréciée et l'UE n'exclue pas de voir dans quelle mesure nous pourrions en effet être des partenaires. Le problème auquel l'UE nous a dit devoir faire face, est celui de la disparition de l'espace politique à sa disposition. Dans ces conditions les collectivités locales restent l'un des seuls canaux de communication et d'action en Palestine à sa disposition.

La Commission et la DG RELEX nous ont fait part de leurs difficultés tant politiques qu'administratives.

La période est difficile, c'est incontestablement une période d'attente. L'UE nous a dit avoir besoin de temps, mais le HAMAS aussi a besoin de temps. Pour l'UE on ne peut pas faire comme si rien ne s'était passé en Palestine après la victoire du HAMAS le 25 janvier dernier. Or l'UE nous a dit n'avoir plus aucun contact politique quelconque avec l'Autorité Nationale Palestinienne, avec les Parlementaires HAMAS et les municipalités HAMAS. L'UE sait qu'elle ne pourra continuer comme cela et il nous a été annoncé qu'il y aura une inflexion qui est nécessaire selon elle.

Cependant, le Conseil des Ministres a pris une décision vis à vis du gouvernement HAMAS et l'UE demande le respect de certaines conditions et l'acceptation de certains principes, même si l'UE reconnaît que le programme présenté par le HAMAS lors des élections municipales et législatives, correspond à 90% aux « conditions » et aux positions de l'UE.

Concernant les critiques auxquelles l'UE doit faire face, elles ne sont pas fondées selon elle. Le programme financier pour l'année 2006 en direction de la Palestine est de 250 millions d'euros. Dès le début de l'année presque la moitié de cette somme a été décaissée. 31 millions d'euros de cette somme sont gelés sur les comptes de l'Autorité Nationale Palestinienne (puisque'il faut un système de double signature : ANP-UE). La décision du Conseil des Ministres ne concerne donc que ces 31 millions.

Ceci étant, les dégâts politiques de la prise de position de l'UE dans le monde arabe sont considérés comme « sérieux » par l'UE qui doit y faire face. Or le message politique est celui qui compte le plus en ce moment, au moins autant que l'aide pour faire face à cette urgence humanitaire. Or le sentiment qui domine est que la « conditionnalité » ne s'applique qu'aux Palestiniens alors que vis à vis d'Israël le langage n'est pas le même, d'où un sentiment de profonde injustice dans la perception de la position de l'UE.

L'UE reconnaît qu'en son sein les tensions sont très vives entre les différents Etats membres. Les dix nouveaux membres sont en général très alignés sur les positions les plus dures contre les Palestiniens en s'appuyant sur les Etats-Unis d'Amérique et Israël dont la Commission n'a pas caché les très fortes pressions. Or les limites politiques, légales et administratives sont très contraignantes. Même si les restrictions politiques peuvent changer plus facilement, les restrictions légales, ne le peuvent pas (inscription du HAMAS sur la liste des organisations terroristes).

De plus l'outil politique institutionnel étant le « Quartet » (Etats-Unis, Europe, ONU, Russie) chargée de mettre en œuvre la Feuille de Route, la nature du rapport de force est donc déterminante. En outre la Banque Mondiale qui est actuellement dirigée par monsieur Paul Wolfowitz (un proche de George W Bush) oblige à des trésors de diplomatie.

L'UE souhaite donc mettre en place des dispositifs de paiements (le terme « d'indemnités » est préféré à celui de « salaire ») en direction des employés palestiniens dès juillet 2006 et injecter de l'argent dans l'économie locale.

Par ailleurs l'UE étudie le moyen de verser directement de l'argent en faveur de la santé et de l'éducation, mais aussi de prendre en charge les factures d'énergie comme l'électricité et le pétrole.

En outre l'UE examine le moyen via la Banque Mondiale, le moyen de faire transiter des fonds qui correspondent au reliquat des sommes dues pour 2006

L'important pour l'UE étant de rechercher la plus grande coordination entre l'ensemble des bailleurs et où se situe la plus grande efficacité possible des actions menées.

L'importance des risques politiques est présente à l'esprit de tous . Notamment le fait de créer une « administration parallèle » après avoir financé pendant 12 ans l'Autorité Nationale Palestinienne en vue de la création de l'Etat palestinien ce qui ne pourrait, de l'avis de tous, qu'aboutir à une catastrophe administrative.

La Commission nous demande donc de faire des propositions concrètes de travail pour qu'elle puisse les examiner très rapidement. Par ailleurs l'UE nous a demandé également de nous adresser à nos Etats, afin qu'ils transmettent nos demandes en direction de l'UE afin de lui permettre plus facilement de faire évoluer sa propre ligne politique.

Les collectivités locales vont donc s'adresser à la Commission, mais aussi aux différents Etats, en l'occurrence la Belgique, l'Espagne, la France et l'Italie. Nous faisons la proposition à la Commission d'être un partenaire transparent et efficace pour être l'interface entre la société palestinienne, ses élus et l'UE et pour qu'un dialogue soit établi. Il est également clair que les collectivités locales ne sauraient endosser des responsabilités politiques qui ne leurs reviennent pas, mais nous souhaiterions jouer notre rôle, être un médiateur. Les collectivités locales pouvant être un vecteur pour faire évoluer les positions politiques Nous faisons donc à la Commission une proposition politique et technique.

Nous convenons également d'inviter la Commission à notre rencontre du 22 juin à Bruxelles avec les parlementaires européens

Rencontre avec Leïla SHAHID :

Leïla SHAHID compte beaucoup sur l'action des collectivités locales pour faire évoluer la situation dans un sens plus conforme au droit international et à l'application de la « Feuille de Route ». Elle nous fait également part du vote le matin même du 01 juin d'une résolution du Parlement Européen réclamant un changement d'attitude de l'Union et rappelant Israël à ses engagements internationaux.

Elle nous fait également part de sa présence lors de notre réunion du 22 juin à Bruxelles. Elle confirme les pressions extrêmement fortes qui sont exercées sur l'UE par les 10 nouveaux Etats membres, ainsi que par les Etats-Unis d'Amérique et Israël.. Cette situation alliée à une « islamophobie hors de propos » (selon elle) dans le monde occidental, fait le jeu de ceux qui veulent « provoquer le choc des civilisations ».

Rencontre avec monsieur Tom ASHWANDEN Relations extérieures et coopération décentralisée du Comité des Régions

Après un récapitulatif des rendez-vous de la journée, nous avons déclaré à monsieur ASHWANDEN qu'il nous semblait important de prendre contact avec le comité des Régions qui représente les collectivités locales.

Nous avons fait part de notre volonté de travailler avec le CDR et voir comment celui-ci pourrait être un relais de nos préoccupations en direction de la Commission. Nous avons conscience que cette question est un sujet politique particulièrement sensible avec lequel il convient d'être prudent.

Dans le contexte actuel en Palestine, la Commission RELEX du CDR pourrait adresser un courrier à la Commission dans lequel il ne s'agirait pas de critiquer la position de la Commission mais de faire valoir la position des collectivités locales européennes sur la situation de crise dans les Territoires Occupés et la disponibilité des collectivités locales quant à la recherche d'une solution à cette situation.

Il est donc proposé une démarche en quatre temps :

- 1) De proposer la rédaction d'une lettre à la signature du Président du CDR et du Président de la Commission des Relations Extérieures et de la Coopération Décentralisée en direction de madame FERRERO-WALDNER pour lui signifier le sens de la démarche des Collectivités locales européennes et la nature précise de celle-ci.
- 2) Un rendez-vous avec monsieur Roger KALIFF, Président de la Commission des Relations Extérieures du CDR.
- 3) Inviter monsieur Roger KALIFF à venir participer à notre réunion du 22 juin à Bruxelles.
- 4) L'audition par la Commission des Relations Extérieures et de la Coopération Décentralisée, du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) et de COEPPO dans le cadre d'un débat organisé sur le Proche-Orient.

Claude NICOLET
Président du RCDP